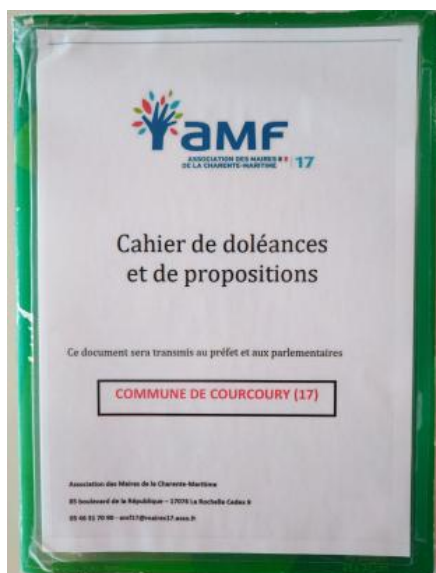


Courcoury

code INSEE : 17128

692 habitants

Communauté d'agglomération de Saintes



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W107) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier très grand format, couverture verte (un peu défraîchie), petits carreaux, 96 pages.

Couverture AMF couleur scotchée : « Cahier de doléances et de propositions » avec nom de la commune en rouge.

Non paginé mais tampon à toutes les pages.

Première contribution le 7 janvier 2019.

10 contributions.

07 JANVIER 2019.

TITRE NON PAYS. JESUIS SOLITAIRE

- JE REQUIS (Paiement) les retraites des
présidents (es) de la République (4) et de tous les ministres (es)
chaus en place et tous les hauts fonctionnaires et subordonnés (es).
Ce qui permettrait d'augmenter (immédiatement) les petites retraites et tous
ces modestes qui font la FRANCE : PAYSANS, ARTISANS, COMMERÇANTS...
là où il y a du travail, et que ces petits "poches" ne peuvent encaisser
car ils sont pressurés de charges (beaucoup en venant ou s'en allant)
Inégalité dans les retraites : moi de cinq enfants, travaillé beaucoup,
je me retire avec une retraite de 600 Euros si 64 ans avec tout un
cortège de douleurs paralysantes, pour continuer... Combien d'hommes et

DEVELOPPER UN MOYEN POUR QUE VOUS NOUS ECOUTIEZ
SANS QUE NOUS AYONS BESOIN DE BLOQUER LE PAYS.

Il est temps que vous réagissiez mesdames et messieurs les politiques,
n'oubliez pas vous êtes au service du peuple et pas l'inverse.

- que les recommandations de la cour des comptes soient
prises en compte chaque année dans l'action gouvernementale
- que pour les élections nationales les bulletins blancs
soient pris en compte et que la proportionnelle (15%)
soit intégrée au niveau des élus
- que les ordures ménagères soient ramassées chaque semaine

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 16 lignes, 187 mots (femme)

07 JANVIER 2019

J'AIME MON PAYS: JE SUIS SOLIDAIRE.

JE RÉDUIS (largement) les retraites des présidents (ex) de la République (4) et de tous les ministres (ex) et ceux en place et tous les hauts fonctionnaires et subordonné(es).

Ce qui permettrait d'augmenter (vraiment) les petites retraites et tous les métiers qui font la France : PAYSANS, ARTISANS, COMMERCANTS... là où il y a du travail, et que ces petits "patrons" ne peuvent embaucher car ils sont pressurés de charges (beaucoup en viennent au suicide).

Inégalité dans les retraites : mère de cinq enfants, travaille beaucoup, se retrouvant avec une retraite de 600 euros à 64 ans, avec tout un cortège de douleurs paralysantes pour continuer... Combien d'hommes et femmes dans cette situation ? Les maires dans nos villages ruraux essaient de se tenir le plus proche de la population, que nos gouvernants échangent leur vie contre la leur (il n'y a pas que les grandes métropoles). Dommage, toute cette violence, Monsieur Macron a loupé beaucoup de MARCHES.

[Prénom NOM] épouse [NOM] paysanne "bio" ex boulangère. Mère de 5 enfants, cuisinière, comptable, lingère, commerçante et assistante de vie pour personne âgées, nounou en dépannage.

[Signature] 17000 COURCOURY

2. Dactylographié (2 pages), 55 lignes, 555 mots (femme)

Mesdames, Messieurs les politiques,

Je profite de cet outil pour vous faire parvenir mes réflexions sur notre monde actuel.

On nous pose la question : faut-il être pour ou contre les Gilets jaunes ?

Il n'y a pas de réponse à mon avis.

Je pense que manifester est un droit et il doit le rester.

Mais je ne suis pas d'accord avec la violence, la haine qui se développent. On doit rester dans le respect des uns et des autres : manifestants, policiers ou politiciens. La violence ne nous fait pas avancer.

Mais posez-vous la question : que faut-il faire pour que vous nous écoutiez ? Le blocage du pays a l'air pour l'instant le seul outil pour que vous réagissiez. Je trouve cela désolant pour un pays démocratique qui juge et fait la morale à d'autres pays !

Élus par le peuple, vous êtes très loin de nous. Vous ne nous voyez pas, vous ne voyez pas le mal-être dont nous souffrons.

Je comprends que nous devons changer certaines choses de notre pays car notre système ne peut pas continuer.

Mais pourquoi toujours les mêmes qui paient les changements en perdant toujours plus ? Le pouvoir d'achat, bientôt nous ne pourrons plus en parler car on parlera plus de nos dettes que de nos revenus.

Augmentations des taxes, des prix, des charges et pas le salaire, pendant ce temps-là les riches, eux, profitent de plus en plus.

Nous nous essouffons de nous battre, de compter, de ne pas profiter un peu, d'être juste sur le survivre.

Les écarts entre les classes riches et les deux autres classes (moyennes et pauvres) se creusent.

Ce n'est pas en nous insultant, Monsieur le Président, « faut traverser la route pour trouver un emploi » que vous allez faire avancer les choses. Prenez la mesure de la réalité de la vie, la vraie vie, pas avec des dorures, vivre son mois sans regarder son relevé de banque, dépenser sans regarder. NON, la vraie vie c'est : trouver un emploi, c'est difficile. Vivre, c'est difficile. Nous n'avons pas vos avantages ! Soyez respectueux du peuple.

Mais il faut avancer donc voici quelques petites idées :

- baisser le nombre et le salaire des sénateurs, députés et supprimer tous les avantages (exemple : SNCF, nous payons pour nos déplacements pourquoi pas vous ?),
- arrêter de payer les anciens présidents (lorsque nous quittons un emploi nous ne touchons plus le salaire de celui-ci...), fin des indemnités à vie,
- diminuer les dépenses de l'Élysée, du Sénat,
- revoir toutes les dépenses des ministères : je ne parle pas des salariés, non, mais des à-côtés (voitures, avions...),
- les entreprises qui profitent du marché français paient des impôts en France,
- enlever les avantages fiscaux donnés aux grosses entreprises et aider les petites,
- blocage des prix des énergies,
- le vote blanc à prendre en compte, cela bloquera le vote mais cela vous dira aussi que personne ne correspond à nos demandes. Nous arrêterons de voter contre quelqu'un,
- baisser les frais bancaires,
- remettre les services d'État dans les communes.

**DÉVELOPPER UN MOYEN POUR QUE VOUS NOUS ÉCOUTIEZ
SANS QUE NOUS AYONS BESOIN DE BLOQUER LE PAYS.**

Il est temps que vous réagissiez, Mesdames et Messieurs les politiques, n'oubliez pas, vous êtes au service du peuple et pas l'inverse.

[Prénom NOM]

[Signature]

3. Dactylographié (collé), 18 lignes, 234 mots (homme)

Retraités, notre pouvoir d'achat diminue de plus en plus. Maintenant nous devons choisir entre s'acheter un steak ou aller chez le médecin.

Il serait certainement plus judicieux d'accorder aux retraités la suppression de l'augmentation de la CSG et le réajustement de leur retraite par rapport à l'inflation.

Rétablir l'ISF, ces personnes ne verraient même pas la différence sur leur compte bancaire bien rempli !!

Arrêter de distribuer l'argent de la France à tort et à travers. Revoir toutes les aides sociales dont bénéficient des profiteurs qui ne lèvent pas le petit doigt pour se trouver un emploi.

Avez-vous essayé de vivre avec un SMIC ou une pension de retraite, Messieurs les politiques ?? Vous n'avez aucune notion de ce qu'est la vie d'un simple citoyen ! Vous êtes habitués à vous faire servir, on vous nourrit, on vous loge, on vous paye vos factures surdimensionnées, on vous paye vos vacances, etc., tout cela pour que vous tapiez sur le peuple qui va de plus en plus mal !! Pourquoi ??
LE POUVOIR !!

Vous attendez quoi ? Comment voulez-vous rétablir l'équilibre de la France en affamant le peuple ?
Vous faites fausse route. Essayez de réfléchir.

Ne trouvez-vous pas que ce soit totalement injuste d'envoyer les forces de l'ordre tabasser des gens
qui ne demandent qu'une chose : pouvoir vivre décemment ?

Alors arrêtez les discours que plus personne ne veut écouter et agissez.

[P. NOM]

[Signature]

4. Manuscrit, 22 lignes, 188 mots

- Que chaque foyer ou personne paye des impôts à la mesure de ses revenus et allocations afin d'être intégré à la vie citoyenne.
- Qu'il y ait une plus grande progressivité au niveau de l'impôt, pour plus de justice et transparence.
- Que la taxe d'habitation soit supprimée pour tous.
- Qu'une formation à la citoyenneté soit faite dans les écoles au niveau du secondaire, avec prise en compte des enjeux écologiques.
- Que le numérique soit disponible sur tout le territoire et qu'une formation de base au numérique soit faite pour que chacun soit à l'aise avec les démarches administratives avec un forfait Internet nul.
- Que la limitation de vitesse des véhicules soit décidée par le département ou la région, 80 ou 90 kms en fonction des risques réels.
- Que les recommandations de la Cour des comptes soient prises en compte chaque année dans l'action gouvernementale.
- Que pour les élections nationales, les bulletins blancs soient pris en compte et que la proportionnelle (15 %) soit intégrée au niveau des élus.
- Que les ordures ménagères soient ramassées chaque été 1 fois par semaine.

[P. Nom]

[Signature]

5. Manuscrit, 22 lignes, 137 mots (femme)

- Cessez de donner des avantages fiscaux aux plus riches.
- Augmenter le pouvoir d'achat en arrêtant d'attribuer des aides aux personnes qui sont au chômage longue durée et ne cherchent pas à travailler, par prétexte que l'État leur donne plus d'argent que de travailler.
- Respecter la dignité des personnes en situation d'handicap en mettant en place des accès handicapés plus importants.
- Augmenter les retraites pour des personnes qui n'ont même pas 1000 euros / mois et qui ont travaillé 40 ans de leur vie.

- Il faut que le gouvernement arrête de dépenser de l'argent à tort au détriment des contribuables, ceci permettrait d'investir dans l'environnement, la médecine, l'éducation, l'handicap, les retraites, etc.

Pour terminer, que vont devenir nos jeunes ?

- Remettre en place les contrats d'apprentissage, favoriser et valoriser les métiers manuels.

Mme [Nom]

[Signature]

6. Manuscrit, 2 lignes, 13 mots

6 février 2019

Pénurie de médecins dans notre campagne, que pouvez-vous faire ?

[Signature]

7. Manuscrit, 3 lignes, 24 mots (homme)

- Possibilité d'effectuer les démarches administratives dans la mairie de sa commune (ex. carte d'identité).

- Indexation des retraites.

- Plus de justice fiscale.

M. [NOM] [Signature]

8. Manuscrit, 8 lignes, 61 mots (femme)

Avantage en nature, société privée taxée, réduire les avantages du gouvernement.

Stop à l'immigration en masse.

Donner plus de pouvoir d'achat à la classe moyenne.

Réduire les dépenses du gouvernement et arrêter le gaspillage.

Délinquant récidiviste : perte de nationalité et sortie du territoire ainsi que la famille.

Trop d'associations en France.

Classe moyenne, marre de payer pour tout le monde.

Mme [Signature]

9. Dactylographié (2 pages), 50 lignes, 597 mots (femme) (lettre-type)

Objet : Propositions de sujets dans le cadre du grand débat national.

Madame, Monsieur,

En tant que citoyen, je me permets de vous envoyer les propositions qui me tiennent à cœur et que j'aimerais voir abordées à l'occasion du grand débat national dont vous centralisez les thèmes.

Soucieux du sort réservé aux victimes dans la procédure pénale ainsi que la sécurité au quotidien de tous les Français, voilà trois réflexions qui pourraient faire évoluer les droits des parties civiles, rétablir un seuil de sécurité et qui, de fait, participerait au bon fonctionnement de notre justice :

- **Pour que la victime puisse faire appel en cas de relaxe ou d'acquittement**

Il s'agit de créer **un droit d'appel pour les victimes en cas de relaxe ou d'acquittement** du mis en cause devant le tribunal correctionnel, la cour d'assises et le futur tribunal criminel départemental.

Aujourd'hui, ce droit n'existe pas : la victime peut certes faire appel sur ses intérêts civils, **mais elle ne peut pas demander la tenue d'un second procès pénal** qui pourrait aboutir à l'établissement de la culpabilité pénale du mis en cause.

Cette situation est souvent vécue comme un second traumatisme pour la victime. Car une décision de relaxe ne signifie pas seulement que son agresseur présumé est innocenté ; aux yeux de la société, **c'est la victime elle-même qui devient une menteuse potentielle**, ce qui est particulièrement ravageur dans les cas de violences sexuelles, parfois difficiles à prouver matériellement.

Le droit d'appel de la victime en cas de relaxe ou d'acquittement serait en outre le prolongement naturel et cohérent des droits dont bénéficient actuellement les victimes. En effet, la victime déclenche l'enquête en portant plainte, peut passer outre un classement sans suite du procureur par une constitution de partie civile et a la capacité de faire appel des ordonnances de non-lieu du juge d'instruction. **Il est donc tout à fait légitime qu'elle puisse également mettre l'appel en mouvement lorsqu'elle estime que justice n'a pas été rendue.**

- **Pour interdire aux détenus terroristes de solliciter une libération conditionnelle avant au moins les deux-tiers de leur peine.**

Les méthodes de déradicalisation mises en place peinent encore à obtenir des résultats satisfaisants.

Les détenus radicalisés condamnés pour des faits de terrorisme présentent, pour un certain nombre d'entre eux, des risques importants de récidive. Dans de telles situations, la peine de prison trouve son utilité essentiellement dans son rôle de neutralisation.

Ainsi, un régime spécial d'exécution des peines doit être réservé à ce type de détenus particulièrement dangereux.

Cela s'inspire du régime d'exécution des peines existant en Italie, aux articles 176 et suivants du code pénal transalpin qui allonge pour les terroristes et les mafieux la période à l'issue de laquelle ils sont en droit de solliciter une libération conditionnelle.

- **Pour la suppression des réductions de peine automatiques.**

Ces réductions de peine, qui s'élèvent à trois mois la première année et à deux mois les années suivantes, choquent parce qu'il n'est nullement tenu compte, pour en bénéficier, de la « bonne conduite » du condamné. **Elles sont accordées de droit et ne sont retirées qu'en cas de mauvaise conduite caractérisée.**

Ces réductions de peine sont d'autant plus inutiles que les aménagements de peine (accessibles à mi-peine) et les réductions de peine supplémentaires (de trois mois par an) permettent déjà d'encourager les détenus à bien se conduire, à suivre un traitement ou à indemniser leurs victimes.

Je vous remercie par avance pour l'intérêt que vous porterez à ces propositions et espère vivement qu'elles viendront enrichir le débat qu'attendent les Français.

Je vous prie de croire. Madame, Monsieur, à ma respectueuse considération.

Prénom : [Prénom].....

Nom : [NOM].....

Adresse :

10. Manuscrit (1 feuille recto/verso), 58 lignes, 461 mots

Demande pour le cahier de doléances

Je pense que l'urgence est climatique.

Toute la vie à venir en découle, les mesures de l'État doivent partir de là.

Sur 1000 euros que l'État perçoit sur nos impôts et taxes, vous n'en consacrez que 20 euros pour la transition écologique.

Je pense que cela serait créateur d'emploi pour les jeunes.

Il faut choisir la décroissance, et non l'augmentation du PIB néfaste à la terre, destruction des matières premières, travail des enfants pour les terres rares pour nos smartphones.

Il faut une amélioration du quotidien mais pas une revalorisation du pouvoir d'achat (pour acheter des objets neufs, encore gâchés des matières premières).

La revalorisation du pouvoir d'achat, s'il se fait, devrait être pour satisfaire nos besoins primaires (manger, dormir, se déplacer).

Manger : la TVA n'a pas été supprimée pour les produits de première nécessité, pourtant cela a été demandé en 2005. Avec l'euro, la nourriture coûte plus cher.

Dormir : les loyers sont trop élevés ; nos enfants ne peuvent plus accéder à la propriété comme nous nous avons pu à l'âge de 22 ans.

Il faudrait aider davantage les associations comme « Habitat et humanisme », « la fondation Abbé Pierre » qui créent des logements à loyers modérés avec mixité sociale au cœur des villes et surtout avec accompagnement social, fait par des bénévoles pour aider les familles.

Ainsi développer la filière métiers du bâtiment.

Faire que les chômeurs puissent donner une journée ou plus de travail par mois, à la mairie, dans les travaux d'intérêt public, ou pour aider les associations pour aider les personnes âgées seules, pour aider à faire manger les personnes âgées dans les EHPAD.

Nous voudrions que les ministres ne soient plus payés lorsque leur mandat est fini.

Développer les métiers de service.

Aider au développement d'entreprises où l'homme est au cœur et non le profit, où l'homme passe avant le profit.

Favoriser la famille.

Attention aux lois sur le début de la vie et fin de vie.

Aider les plus vulnérables.

Soutenir l'association « Imagine », aide aux personnes handicapées.

Je reviens sur favoriser la famille, les femmes, les mamans sont obligées de travailler, même le mercredi maintenant, d'où un rythme très accéléré, entraînant moins d'éducation, ils ne reçoivent plus l'éducation que nous avons reçue, ce qui entraîne des dépenses supplémentaires pour l'État pour pallier, plus d'argent pour l'éducation nationale, pour la police, pour la sécurité sociale.

Rapprochez vous des AFC-(Association Familiale Catholique) qui sont en lien avec l'UDAF et l'UNAF en lien avec vous. Il est difficile de vous écrire. Nous sommes humbles car nous n'avons pas une vue d'ensemble, ni savoir si nos besoins primaires sont réalisables. La décroissance économique, si elle est menée, ne doit pas entraîner une diminution d'aide des pauvres.

[FIN]